



Parc national
du Mercantour

Décision n° 2018-342

autorisant une activité de prises de vues et de sons
dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales
ainsi qu'un survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol
dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

VU le décret n°2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3, 12, 15 et 16,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du parc national, notamment les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la demande présentée le 21 août 2018 par Monsieur VALENSI Olivier, directeur de la société OVALE,

Considérant que la demande porte sur la réalisation d'images mettant en valeur les atouts touristiques et économiques du département, dans le cadre d'une campagne de marketing territorial lancée par l'Agence de Développement Touristique des Alpes de Haute-Provence,

Considérant à ce titre que le projet peut correspondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 4° *promotion du territoire par les communes, les stations de montagne et les offices chargés de la promotion touristique* »

Considérant toutefois que la demande comporte des prises de vues aériennes à l'aide de deux drones dans les secteurs du lac d'Allos et du Mont Pelat,

Considérant qu'à la date envisagée du tournage, de nombreuses espèces protégées d'oiseaux et de mammifères fréquentent les espaces éloignés des sentiers de randonnée, et que plusieurs dortoirs de vautours fauves sont identifiés à proximité du lac d'Allos

Considérant en conséquence qu'il convient à ce titre de préserver ces espèces de tout dérangement supplémentaire lié à des survols,

Considérant également qu'à cette même période, le lac d'Allos et le Mont Pelat sont des sites touristiques fortement fréquentés,

Considérant que la vue d'un drone survolant ce lieux ainsi que les images aériennes incorporées aux différents produits vidéo commandés, peuvent générer un effet d'entraînement et favoriser l'usage de ces engins à titre individuel dans un cadre de loisir, en dépit des impacts environnementaux générés et de la réglementation en vigueur dans le cœur du parc

Considérant que dans le cas présent, il existe des alternatives pertinentes à l'usage d'un drone à partir des points hauts accessibles à pieds situés dans les environs proches et que celles-ci offrent des panoramas de qualité sur l'itinéraire et son contexte géographique,

Considérant à ce titre qu'il convient de limiter au maximum les autorisations dérogatoires délivrées au profit de l'usage des drones notamment par le biais de plans de vols contraints,

Décide :

Article 1: objet

La société « OVALE », représentée par son directeur Monsieur VALENSI Olivier et Monsieur TROUVÉ Fabrice, pilote de drone, (réalisateur) ci-après désignés « les bénéficiaires », sont autorisés aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel et à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons sont destinées à intégrer plusieurs produits vidéos thématiques et de différentes durées, commandés par l'Agence de Développement Touristique des Alpes de Haute-Provence dans le cadre d'une campagne de marketing territorial.

Article 2: durée et localisation

Cette autorisation est accordée pour la date du 31 août 2018.

Les bénéficiaires sont tenus de confirmer par écrit au service territorial concerné, la date effective de leur présence sur site et ce, a minima 2 jours ouvrés avant le début du tournage.

Contacts :

- service territorial Ubaye-Verdon

chef de S.T - FRIBOURG Xavier (xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr)

adjoint « Verdon » CULOTTA Jean-Marc(jean-marc.culotta@mercantour-parcnational.fr)

Article 3 : prescriptions particulières aux effectifs du tournage

Dans le cœur du Parc national du Mercantour, l'effectif de l'équipe de tournage est limité à 2 personnes maximum toutes catégories comprises (techniciens, réalisateur, acteurs / protagonistes etc.).

Article 4 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres

4.1. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage, ni dégradation des sols et végétations de quelque manière que ce soit.

A ce titre, la poursuite de toute espèce animale est interdite.

4.2. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel, hors éclairage portatif individuel autonome.

4.3. Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du Parc national.

A ce titre, les bénéficiaires sont tenus de ne pas réaliser de placement de produits ou services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.
Cette interdiction ne s'applique pas en ce qui concerne la promotion de produits ou services bénéficiant de la marque « Esprit Parc National ».

Article 5 : prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens

A l'exclusion de tout autre type d'aéronef motorisé, le survol d'un drone (aéronef télépiloté sans personne à bord) est autorisé aux conditions suivantes :

5.1. Dans le cœur du Parc national, les évolutions de l'appareil seront strictement limitées à la zone de survol autorisé figurant sur la carte annexée à la présente. Toute circulation du drone en-dehors de cet espace est interdite.

5.2. La durée totale de survol du drone ne devra pas excéder deux heures au cours de la journée de tournage, dans les limites des horaires suivants : avant 9h30 le matin et après 18h00 le soir.

5.3. Vol en vue uniquement.

5.4. Pas plus d'un appareil en vol simultanément.

5.6. Interdiction de survol de rassemblement d'animaux à une altitude inférieure à 150 m du sol. La poursuite aériennes de toute espèce animale est interdite.

Article 6 : prescriptions particulières liées à l'information des usagers

6.1. Préalablement au tournage, les bénéficiaires sont tenus d'informer le Groupement Pastoral du Lac d'Allos et le gardien du refuge du Lac d'Allos, des dates de leur présence, des horaires de tournage et de l'objet de celui-ci.

6.2. Au niveau de la Baisse du Lac d'Allos, les bénéficiaires sont tenus d'informer le public du caractère dérogatoire (autorisation spécifique), de l'objet et des horaires du tournage, pendant toute la durée de celui-ci.

Article 7 :

7.1. La réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national s'appliquera sans réserve sur toute la durée de présence de l'équipe de tournage.

7.2. La présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire de circuler et de stationner en véhicule terrestre motorisé sur la piste située dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Article 8 :

8.1. Les bénéficiaires sont tenus de faire figurer dans le générique du film, la mention « réalisé dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation de son Directeur ».

8.2. Dans un délai de 2 mois à compter de l'échéance de la présente, les bénéficiaires transmettront au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :
- une copie du film ou un lien Internet lui permettant de visionner celui-ci sans limite de durée de validité.

8.3. Toute cession à un tiers commanditaire ou toute réutilisation des images réalisées dans le cadre de la présente n'est pas autorisée.

Article 9 :

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations qui peuvent être requises, notamment auprès de l'Office national des forêts (gestionnaire des propriétés domaniales du site), de la commune, des propriétaires ou ayants-droits concernés.

Elle ne vise qu'à limiter l'impact de l'activité sur la flore et la faune sauvages, les milieux naturels et le caractère du parc national. Elle ne peut en aucun cas être considérée comme un engagement de sécurité assuré par l'Établissement public du Parc national qui se dégage de toute responsabilité en la matière.

Les bénéficiaires en assument toute la responsabilité civile et pénale, notamment en cas d'accident.

Article 10 :

Les bénéficiaires devront présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 11 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 12 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

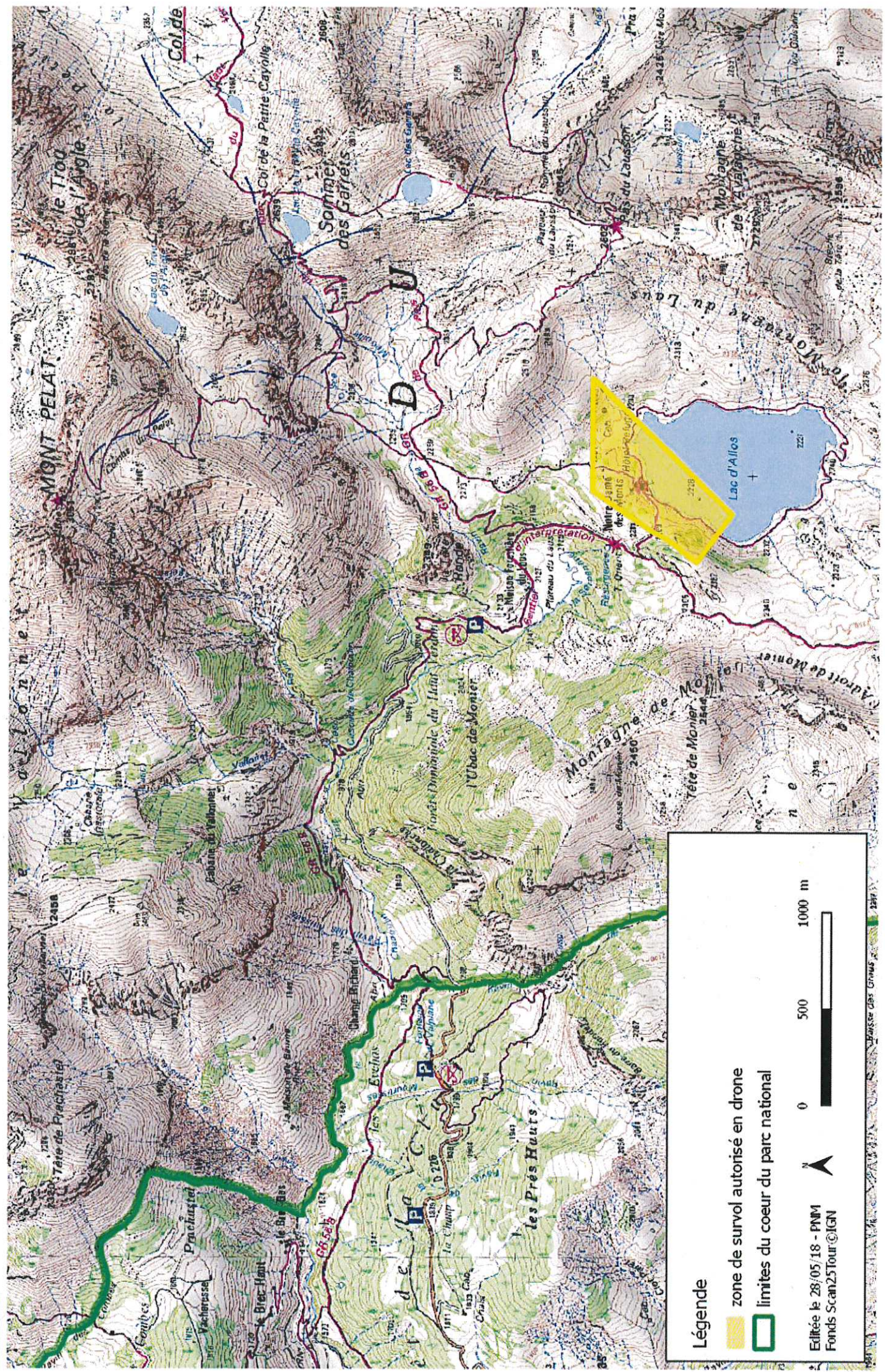
Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 28 août 2018



Le Directeur du
Parc national du Mercantour


CHRISTOPHE VIRET



Légende

- zone de survol autorisé en drone
- limites du coeur du parc national



Édité le 28/05/18 - PNM
Fonds Scan25Tour©IGN